



PROGRESSIVE ALLIANCE
ALLIANCE PROGRESSISTE

ALIANZA
PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Pour la démocratie et l'internationalisme : Un appel progressiste au débat collectif et à l'action politique

Adoptée à Buenos Aires, Argentine

19 septembre 2025

Introduction : La démocratie en danger

Le monde se trouve à un carrefour historique. Pendant des décennies, la démocratie représentait un horizon partagé, avec des institutions garantissant les libertés politiques, les droits sociaux et un minimum d'équité dans la répartition des ressources et des opportunités. Aujourd'hui, cette promesse s'effrite. Les projets d'extrême droite et autoritaires contestent la valeur même de la démocratie. Dans de nombreux pays, elle subsiste formellement – élections, parlements, constitutions – mais elle perd sa substance. Le pluralisme s'affaiblit, les contre-pouvoirs sont neutralisés et les droits des plus vulnérables sont restreints au nom de la « sécurité », de « l'identité nationale » ou de la « croissance ». Selon V-Dem, plus de 70 % de la population mondiale vit désormais sous des régimes autoritaires ou hybrides, constituant une « troisième vague d'autocratisation » qui touche le Nord comme le Sud. Notre devoir est double : stopper l'avancée autoritaire et renouveler la démocratie afin qu'elle garantisse de nouveau la liberté, l'égalité et la justice.

La vague autoritaire et l'extrême droite

L'extrême droite agit de manière transnationale, partageant ses manuels, ses financements et ses récits. Dans les Amériques, le trumpisme et le bolsonarisme ont banalisé le mensonge systématique et délégitimé les élections. En Argentine, Milei combine un discours ultralibéral et antisystème avec des pratiques autoritaires. En Hongrie, les autorités ont vidé l'État de droit de sa substance et capturé les institutions. En Inde, les minorités subissent persécutions politiques et religieuses, tandis que la société civile est étroitement contrôlée. Dans plusieurs pays d'Europe, des courants néofascistes et ultranationalistes sont passés des marges au gouvernement, instrumentalisant les peurs liées aux migrations. Leur boîte à outils est constante : délégitimer les institutions, polariser par la désinformation, désigner des minorités comme boucs émissaires, mobiliser la « tradition » pour réduire les droits des femmes et des personnes LGBTQI+, et s'aligner sur les intérêts oligarchiques en quête de dérégulation et de contrôle des ressources. Il en résulte des démocraties illibérales qui conservent les élections mais vident le pluralisme et la justice de leur substance.



Le statu quo qui alimente la crise

La croissance de l'extrême droite se nourrit d'échecs structurels : des décennies de néolibéralisme ont concentré les richesses et affaibli les États ; la précarité sociale et l'angoisse identitaire ont préparé les opinions publiques à la xénophobie ; la pandémie a creusé les inégalités et la méfiance ; les guerres et les tensions entre grandes puissances justifient la militarisation et l'état d'urgence permanent ; les plateformes numériques amplifient la haine tout en accumulant un pouvoir sans contrôle ; et la crise climatique provoque des déplacements auxquels on répond par des frontières toujours plus dures, tandis que le négationnisme retarde la transition. Nommer ces causes profondes est une condition préalable pour combattre les symptômes.

Résister avec des forces progressistes

La démocratie survit partout où les peuples s'organisent. En Amérique latine, les mouvements féministes et pour la diversité font progresser les droits ; les communautés autochtones et paysannes défendent les biens communs. En Afrique, une génération connectée lutte contre la corruption et pour la justice climatique. En Asie, des mouvements démocratiques résistent à la répression militaire et ultranationaliste. En Europe et en Amérique du Nord, de larges coalitions s'opposent au racisme, à l'autoritarisme numérique et aux reculs sociaux. Ces luttes maintiennent la démocratie vivante dans les rues, les écoles, les parlements, les communautés et en ligne.

Agenda stratégique pour les mouvements progressistes

1) Démocratie politique

- Institutions indépendantes : Des cours de justice, instances électorales et organes de contrôle libres de toute capture par l'exécutif.
- Protection de l'opposition démocratique : Garanties constitutionnelles et légales reconnaissant les partis d'opposition comme piliers essentiels de la démocratie.
- Instruments participatifs : Consultations, référendums, budgets participatifs pour compléter la représentation.
- Transparence numérique : Réguler les grandes plateformes, exiger la responsabilité algorithmique, protéger la vie privée et assurer le pluralisme en ligne.

2) Justice économique

- Au-delà du néolibéralisme : Des économies mixtes où l'État garantit les droits et où la société civile participe aux décisions.
- Fiscalité progressive : Impôts équitables sur les grandes fortunes, successions et multinationales pour financer santé, éducation et transition verte juste.
- Travail décent : Négociation collective, salaires vitaux, protection sociale universelle.
- Transition numérique équitable : Réduire la fracture numérique ; protéger les travailleurs face à l'IA et aux plateformes ; garantir la voix des travailleurs.



- Nouvelle architecture financière : Réformer les institutions mondiales pour renforcer la voix du Sud global et réduire la dépendance vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale.

3) Droits sociaux et de genre

- Universels : Santé, éducation, retraites et soins comme droits universels avec un accès gratuit et de qualité.
- Égalité et parité : Représentation équilibrée, filières de leadership, tolérance zéro pour les violences basées sur le genre, y compris en ligne.
- DSSR : Sauvegarder les droits sexuels et reproductifs et l'autonomie corporelle.
- Économie du care : Reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soin non rémunéré ; investir dans les services de garde et les congés payés ; adopter une budgétisation sensible au genre.
- Inclusion : Lever les barrières intersectionnelles pesant sur les groupes marginalisés, y compris les personnes LGBTQI+ et les minorités de genre.

4) Justice environnementale et climatique

- Droit à un environnement sain : L'inscrire dans la loi et le rendre justiciable.
- Transition juste : Énergies renouvelables publiques et communautaires, sans « monopoles verts », avec protections pour les travailleurs et communautés concernées.
- Principe pollueur-payeur : Financer l'adaptation et la justice climatique en priorité pour les plus vulnérables.
- Protéger les biens communs : L'eau, les forêts, les minerais et la biodiversité sous contrôle démocratique et social, et non sous logique extractiviste.

5) Coopération internationale solidaire

- Pour un mouvement et un ordre mondial porteurs de prospérité partagée et de paix : Prévenir les guerres et traiter les conflits en cours en privilégiant la diplomatie, les cessez-le-feu et la protection des civils.
- Internationalisme progressiste : Reconstituer les réseaux entre partis, syndicats, think tanks, mouvements féministes, LGBTQI+, environnementaux et de jeunesse.
- Gouvernance mondiale démocratique : Réformer l'ONU, le FMI, l'OMC et d'autres institutions multilatérales pour répondre aux crises actuelles et rééquilibrer la représentation Nord-Sud.
- Dialogue Nord-Sud et coopération régionale fondée sur les valeurs : Reconnaître les injustices historiques – colonialisme, esclavage, dette, dégradation environnementale – ; œuvrer à des réparations équitables ; reconstruire la confiance et la coopération entre les peuples ; promouvoir une intégration régionale qui privilégie démocratie, droits, solidarité et durabilité plutôt que logiques de marché transactionnelles.



Œuvrer pour une alternative mondiale

L'extrême droite propose de fausses certitudes d'ordre fondées sur l'exclusion et la violence. Les progressistes doivent offrir un espoir crédible : un monde plus juste, plus démocratique et durable, porté par une volonté politique renouvelée et une coopération large. Nous avons besoin d'un nouveau pacte démocratique mondial centré sur la dignité humaine et l'internationalisme. Cela implique de réécrire les règles de l'économie internationale, de démocratiser le pouvoir numérique et technologique, de reconnaître les droits environnementaux et autochtones comme piliers de la durabilité, de construire une protection sociale universelle et de rendre l'égalité de genre structurelle et non accessoire. Les crises ont historiquement ouvert des horizons démocratiques. Voici venu notre moment.

Un appel au débat collectif et à l'action politique

La démocratie est menacée, mais elle peut être renouvelée et approfondie. L'extrême droite avance grâce à la coordination transnationale, aux financements des grandes entreprises et aux discours de haine ; notre réponse doit être la coopération, la solidarité et l'internationalisme progressiste. Il ne s'agit pas d'un programme fermé mais d'une invitation à un processus commun, dans nos réunions, nos rues, nos écoles, nos institutions, partout où la démocratie est menacée.

La question urgente est la suivante :

Comment transformer la résistance en un projet mondial de renouveau démocratique capable de garantir la dignité, l'égalité et la liberté pour toutes et tous ?

La réponse ne viendra pas d'un seul parti ni d'une seule région, mais de la construction collective de mouvements progressistes à travers le monde. Voilà notre défi et notre opportunité historique.